

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 02/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAQUIGNON Frères

12 Lieu-dit Le Prieuré de Remeneuil
86230 Usseau

Références : VI 18/07/24 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010011582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement MAQUIGNON Frères implanté Les Dabinières 36600 Villentrois-Faverolles-en-Berry. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité notifiée le 18 janvier 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAQUIGNON Frères
- Les Dabinières 36600 Villentrois-Faverolles-en-Berry
- Code AIOT : 0010011582

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière souterraine sur une surface d'exploitation de 8 800 m² d'un gisement de tuffeau sur le territoire de la commune de Villentrois devenue commune de Villentrois-Faverolles-en-Berry aux lieu dit "les Cosses", "les Dabinières" et "le Bécheau". L'installation est concernée par la rubrique 2510 (carrières ou autre extraction de matériaux) de la nomenclature des installations classées pour un volume autorisé de 3 600 tonnes/an avec une moyenne de 2 700 tonnes/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse eau du puits	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.3.1	Sans objet
2	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.4.1	Sans objet
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.6.1	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.6.2	Sans objet
5	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 3.1.1	Sans objet
6	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.3.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse eau du puits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse eau du puits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les analyses de ces échantillons sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - PH - Conductivité - Matière en suspension - Demande chimique en oxygène - hydrocarbures totaux <p>Les résultats d'analyse sont consignés dans les tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence ...) et archivés par l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation.</p> <p>Les contrôles sont ensuite réalisés une fois par an en alternant les prélèvements en périodes de hautes eaux et de basses eaux.</p>
Constats :

Par courriel en date du 8 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'analyses des eaux élaboré par le laboratoire IANESCO (Dossier: D24-06-1353). Le rapport ne relève pas d'observation particulière.

Écart soldé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état du site - Généralité

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Le site, y compris les parcelles cadastrées sections AH n° 125 et AD n° 226, doit être libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Aucun dépôt ou épave ne doit subsister sur le site.

La remise en état du site est réalisée en conformité au dossier de demande d'autorisation.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des zones excavées selon les préconisations de l'étude géotechnique ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Constats :

L'inspection constate comme lors de la visite d'inspection en date du 4 juin 2024 que le remblayage était suivi à l'aide d'un plan sur lequel étaient reportées les zones figurant à l'annexe 5 de l'arrêté du 14/08/2014 et les numéros de piliers. Il subsiste quelques traces des marquages permettant de figurer les hauteurs de remblayage requises, soit à 1 m à partir du niveau d'excavation sans tenir compte de la vidange nécessaire avant excavation (tel que prévu dans le dossier de demande d'autorisation), soit intégral. Par sondage lors de la visite, il n'a pas été relevé de non respect des hauteurs de remblayage au regard des exigences de l'arrêté d'autorisation.

Néanmoins par principe de précaution, il est demandé à l'exploitant :

- d'adoucir les pentes auprès des piliers 71 et 80 et dans les zones 92,93 et 121 soit au total 4 emplacements définis ci-dessus pour sécuriser les déplacements dans les galeries.
- de confirmer la stabilité du pilier à coté du pilier n°1, dans le rapport de stabilité du bureau de contrôle réalisé dans le cadre des attestations à fournir pour la cessation d'activité du site.
- de tenir informé l'inspection des installations classées de la coupure effective de l'électricité sur le site (Suivi et fermeture du réseau).

Constat: l'exploitant doit réaliser un adoucissement de pentes pour des raisons de sécurité. Il ne peut justifier de la stabilité du pilier à coté du pilier n°1 et il doit confirmer la fermeture

"effective" du réseau d'électricité du site.

Éléments transmis par courriel de M. LEOTOT (Docteur es-géologie, ENTRE LOIRE ET COTEAUX sarl) en date du 31 juillet 2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Constats :

Lors de la visite du 4 juin 2024 il avait été constaté la présence d'un puits de contrôle de la qualité et du niveau des eaux souterraines. Ce puits est protégé par une margelle et recouvert par un capot de fermeture étanche et fermé à clé. Il est situé en hauteur des voies de circulation dans les galeries.

L'inspection constate que le système de fermeture n'est plus opérationnelle et que le puits n'est donc plus fermé comme prescrit dans l'arrêté préfectoral du 14 août 2014.

L'exploitant est tenu de refermer le puits de la cave de la branche (lieu de suivi piézométrique)

Constat: l'exploitant ne peut justifier de la fermeture du puits.

Éléments transmis à l'inspection des installations classées par courriel en date du 31 juillet 2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Esthétique

Prescription contrôlée :

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en

bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).
Constats : Le jour de l'inspection, la plate forme de stockage est vide et exempte de tout matériel. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses. Le brûlage à l'air libre est interdit dans les parties aériennes et souterraines de l'exploitation.
Constats : L'inspection ne constate pas de zone de brûlage à l'air libre dans les parties aériennes et souterraines de l'exploitation. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture
Prescription contrôlée : L'accès à l'ensemble des installations (parties souterraine et aérienne) est interdit par une clôture efficace. Le danger est signalé par des pancartes placées sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées.
Constats : L'accès à l'ensemble des installations est interdit par une clôture efficace de hauteur minimale 2 mètres. Le danger est signalé par des pancartes placées sur les clôtures. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

